

Les camps d'enfermement des îles grecques de Kos et Leros

Épisode 4/7. Le rôle des associations auprès des exilé-es

Podcast: <https://audioblog.arteradio.com/blog/197819/podcast/198867/le-role-des-associations-aupres-des-exile-es>

Reportage photo: <https://www.flickr.com/photos/legisti/albums/72177720305810297>

Présentation du reportage: <https://www.gisti.org/article6950>

Montage vidéo (audio, diaporama & ss-titres) : <https://indymotion.fr/w/5FLkTXTUgKeE26WfVqokmU?subtitle=fr>

- **Intervenant 1** : De tout ce système je peux dire que... ben ...toute la faute revient à l'Europe, parce que tout ce qui se passe ici, tous les pays européens sont au courant, parce que les financements des nouveaux camps viennent d'où ? C'est l'Union européenne qui finance les nouveaux camps.

- **Voix off 1** : « Les camps d'enfermement sur les îles de Kos et Leros en Grèce » un podcast en 7 épisodes du réseau Migreurop et du Gisti réalisé avec le studio radio de la Parole errante.

Vous pouvez écouter les épisodes, avec des sous-titres sur les sites migreurop.org et gisti.org. Après deux missions dans les hotspots de Lesbos et Chios en 2016, puis, dans celui de Samos en 2019, le réseau Migreurop et le Gisti se sont rendus en 2021 sur les îles de Kos et Leros.

Ce podcast donne la parole aux exilé-es bloqué-es dans ces îles, et aux personnes qui travaillent ou militent à leurs côtés afin de mettre en lumière et de dénoncer le système des hotspots.

Dans ce 4e épisode, il sera question du rôle des associations et collectifs sur l'île. Les personnes que nous avons rencontrées décrivent la manière dont elles essaient d'aider au quotidien et de faire valoir les droits des exilé-es, qui vivent dans, et aux abords des camps.

- **Intervnant 2** (en anglais) : Je ne me disais pas "Oh les pauvres" mais c'était quelque chose que je devais faire parce qu'on doit tous faire la même chose. Même si je suis dans cette situation, peut-être que plus tard j'aimerais que quelqu'un m'aide. Ce n'est pas de la charité.

Je me souviens d'un Syrien, il a dit "merci", j'ai répondu "c'est normal", peut-être qu'un jour je serai à ta place. Il a dit "je ne te souhaite pas d'être à ma place" un jour.

- **Voix off 2** : Les associations, malgré leur bonne volonté, se voient limitées dans leurs actions. Des contrôles des autorités à l'interdiction d'entrer dans certains camps, il est très compliqué d'apporter une aide aux personnes exilé-es.

Nous avons rencontré Kos solidarité, un collectif militant créé en octobre 2015. C'est un mouvement citoyen né pendant la crise de l'accueil des réfugiés. Le collectif refuse d'intervenir à l'intérieur des camps pour ne pas les cautionner.

Les militants de Kos solidarité ont choisi la forme de ce qu'ils appellent un « syndicat à but non lucratif ». Ils ne veulent pas être identifiés comme une ONG car elles ont mauvaise presse en Grèce.

Ils veulent être libre de leurs actions et positions sans être soumis à une quelconque contrainte. Distribution de nourriture, logement, habillement, leçons de grec et activités culturelles... Ils racontent comment ils agissent tant bien que mal, dans un climat local où la population est passée d'aidante à hostile.

- **Intervenant 3** (en anglais) : Notre position c'est que nous n'acceptons pas les hotspots. On ne les accepte pas. Ni ouverts, ni fermés, on n'en veut pas du tout. Nous voulons que les gens soient dehors. C'est notre position. Nous voulons que les gens soient dehors. Il y a plein d'hôtels vides en Grèce, de villages vides, de vieux villages vides. Dans toute l'Europe, je crois que c'est pareil. Je suis sûre pour l'Italie, pour la France. Je le sais, car j'y suis allée. Des villages vides, en Europe il y a beaucoup de place.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Comme vous l'avez dit vous refusez d'aller à l'intérieur. C'est votre position en tant qu'association. Mais le camp, à un certain moment, est venu à vous.

- **Intervenant 4** (en anglais) : Oui, Kos solidarité a fait beaucoup de choses de manière non officielle, que beaucoup de gens ignorent. Quand on recevait beaucoup de provisions, on en a donné à la prison, la vraie prison. On en a donné aussi aux orphelins, à beaucoup d'endroits. Donc même les habitants d'ici, personne ne sait ce qu'on fait.

- **Voix off 2** : En 2015, Kos solidarité ouvre un bâtiment pour héberger les réfugiés qui arrivent alors par milliers dans la ville de Kos. A quelques rues de là, Médecin sans frontière et les Nations unies interviennent dans la jungle, un campement improvisé en plein centre-ville. Ce campement durera le temps de la construction du camp au centre de l'île à plusieurs dizaines de kilomètres. Aujourd'hui, ce lieu est redevenu un parc, avec ses vestiges antiques. Même s'ils ont beaucoup de reproches à faire aux ONG, les militants de Kos Solidarité reconnaissent que certaines d'entre elles ont participé à l'amélioration de la situation des exilé-es.

- **Intervenant 4** (en anglais) : Quand on était à l'hôtel (occupé) « capitaine Ilias », MSF était déjà là. Je respecte MSF, c'était les seuls qui étaient là au tout début. Quand on avait de vrais problèmes. Les Nations unies (le HCR) étaient là pour aider avec les papiers et les tickets et d'autres trucs.

- **Intervenant 3** (en anglais) : MSF c'est pour les problèmes médicaux, mais ils ont nettoyé une grande place la « jungle », dans le centre (Vodafone). Ils ont nettoyé la jungle, l'ont rendue « propre », ils ont installé des énormes tentes (50 places chacune), des poubelles pour les déchets. Comment nous aurions pu faire ça ?

- **Intervenant 4** (en anglais) : Ils ont aussi des techniciens, comme des architectes. Dans l'hôtel abandonné, ils ont installé des toilettes. Il y avait une personne qui nettoyait les lieux. Ils ont mis de l'électricité pour charger les téléphones.

- **Voix off 2** : L'association Glocalroots intervient également sur l'île de Kos. Le local est petit, mais très accueillant. Il est rempli de produits d'hygiène et de boîtes de conserve, avec des étiquettes écrites en langue arabe. Il se situe dans un quartier où beaucoup d'immigrés turcs se sont installés. Les relations avec le voisinage sont bonnes, et les réfugiés peuvent venir chercher des colis aux heures d'ouverture du local.

Irine, de Glocalroots, témoigne des conditions dans lesquelles les ONG interviennent auprès des exilé-es, et comment elles s'adaptent à l'urgence des besoins.

- **Irine** (en anglais) : Je dirais qu'à Kos, c'est très différent car il n'y a pas beaucoup de personnes mais il y a un gros manque de soutien en termes d'associations, c'est vraiment rien. Honnêtement je ne sais pas, mais j'ai l'impression qu'il y avait des associations, et elles sont parties, je ne sais pas pourquoi. Peut être parce que ce n'était pas assez médiatisé ou qu'ils n'avaient pas compris les besoins qu'il y avait... Mais ce n'est pas très clair pour moi.

Quand nous sommes arrivés au début, l'idée c'était de créer des espaces sécurisés pour les femmes, les mamans et leurs bébés. Après quelques mois, tout a changé. La situation est assez volatile. De nombreuses personnes ont été expulsées du camp, devaient se débrouiller dans la ville, et il a fallu adapter nos programmes. Nous avons décidé de fermer nos espaces dans le camp pour nous occuper des personnes qui arrivaient à trouver elles-mêmes un hébergement. Les gens

étaient dans une phase de transition : certains avaient quitté le camp mais pas encore l'île, donc l'association fournit de la nourriture, des produits d'hygiène, et un peu d'aide logistique et administrative.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Pour combien de personnes?

- **Irine** (en anglais) : Ça varie car la population change, mais je dirais pour 250 personnes environ.

- **Voix off 2** : Dans ce contexte, la question de l'accès des exilés aux organisations se pose. Comment les réfugiés peuvent trouver, et accéder au local ? Comment savent-ils que l'association peut les aider ?

- **Irine** (en anglais) : Au début, c'était très difficile de trouver des personnes. Nous avons fait de la sensibilisation. Nous avons commencé par interroger les personnes qu'on connaissait on leur demandait où ils vivaient, quelle était la situation. Nous sommes allés à leur rencontre et nous avons pu découvrir où vivaient les personnes. Au début, nous livrions les produits directement aux personnes car nous n'avions pas ce local et puis, petit à petit, tout a pris de l'ampleur grâce au bouche à oreille. Maintenant les gens viennent directement nous voir pour nous dire « Je connais telle personne, elle vit dans le camp, elle a besoin de ça... ». Nous avons une ligne d'info, qui est disponible au téléphone et par Whatsapp.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Donc les personnes peuvent vous appeler ?

- **Irine** (en anglais) : De nombreuses personnes savent où nous trouver et peuvent venir directement. Nous acceptons aussi des personnes envoyées par des organisations comme les Nations Unies (HCR) ou Equal Rights pour les besoins spécifiques. On aide aussi, comme je le disais, pour des questions logistiques. Par exemple, si une personne a besoin d'un rendez-vous pour un vaccin ou à l'hôpital ou les emmener quelque part, ou pour trouver un traducteur. Toutes ces petites choses qui ne sont pas si faciles à faire, nous essayons de les aider à les faire.

- **Voix off 2** : Entre mauvaises indications et silence des autorités, l'accès aux associations est difficile, voire impossible. C'est ce que raconte Mohamed, un réfugié palestinien qui travaille bénévolement au sein de l'association Flyinghelp. Celle-ci récupère, puis distribue des vêtements aux exilé-es. Nous rencontrons Mohammed dans le local de l'association, un hangar rempli de vêtements, extrêmement bien rangés. Avant d'avoir le statut de réfugié, Mohammed était en détention et a tenté, en vain d'entrer en contact avec des avocats ou des associations.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Qu'en est-il des informations que vous avez obtenues durant vos mois de détention? Les Nations unies, la police, un avocat ?

- **Mohamed** (en anglais) : J'ai tenté de les contacter quand j'étais à l'intérieur, pour aider les gens à l'intérieur mais il me mentaient. J'avais leur numéro, j'essayais de les contacter, ils me disaient qu'ils viendraient le lendemain ou le surlendemain. Je leur ai dit que nous devons parler de la nourriture et tant d'autres choses. Mais ils ne sont jamais venus. Ils m'ont promis plusieurs fois mais ils ne sont jamais venus. Ils m'ont écrit leur numéro, je crois que c'était quelqu'un des Nations unies, et j'ai tenté de les contacter de nombreuses fois. Parfois ils répondaient, parfois non. Et quand ils répondaient, ils me promettaient de venir mais ils ne venaient jamais.

- **Voix off 2** : Lorsque Mohammed parle de l'ONU, il désigne en fait le HCR, Haut commissariat pour les réfugiés. Ses propos sont confirmés par un demandeur d'asile kurde vivant sur l'île de Leros.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Normalement l'information elle vient des Nations unies. L'ONU doit informer les gens sur leurs droits

- **Intervenant 5** (en anglais) : L'ONU ne vient pas dans notre camp. Ils n'ont pas le pouvoir de faire quoi que ce soit. Nous avons demandé à parler à l'ONU et on nous a répondu que l'ONU

n'était rien dans ce camp. Ils ne peuvent rien faire.

- **Voix off 2** : Les personnes qui travaillent dans le camp de Kos racontent leurs difficiles relations avec les autorités locales, et la police. Les interventions des associations y sont très limitées. Wayne, qui a travaillé dans plusieurs camps, nous le confirme.

- **Enquêtrice** : Tu as vu des journalistes venir ici récemment, ou d'autres activistes ?

- **Wayne** : A Kos, ici, rien n'est possible. Ce n'est pas la même chose qu'à Lesbos. Ici, ils ont le contrôle total des personnes. A Lesbos, les volontaires ont accès aux réfugiés. Mais maintenant tu es là, tu vas voir qui ? Depuis que tu es là, tu as vu quelqu'un qui passe ? Personne. Tu ne vas même pas sentir qu'il y a des réfugiés ici. Mais quand tu pars à « Pili », tu verras, là-bas aussi comment les approcher ? Comment rentrer dans le camp ? À la porte les policiers vont commencer à te questionner. Si tu ne travailles pas, tu n'as pas accès à l'intérieur.

- **Voix off 2** : Les interactions avec les autorités locales varient. Kos solidarité nous explique qu'aujourd'hui, apporter de l'aide aux réfugiés qui arrivent, est interdit et réprimé. Il y a quelques années, c'est la police qui les appelait quand elle trouvait des personnes réfugiées sur l'île.

- **Intervenant 4** (en anglais) : Pendant longtemps, le gouvernement était absent. Kos solidarité et d'autres ONG tentaient de remplir ce vide. Le gouvernement était d'accord. Parfois, c'était une collaboration non officielle.

- **Enquêtrice** (en anglais) : C'était Syriza à l'époque ?

- **Intervenant 4** (en anglais) : Oui. C'était quelque chose de nouveau. Au début, nous n'étions peut être pas bien organisés mais avec le temps nous sommes devenus experts. Je me souviens d'une fois, dans un hôtel abandonné, nous devions nourrir environ 1 000 personnes et nous étions 5 personnes pour nourrir tout le monde. Nous avons inventé un système avec des couleurs différentes. Nous donnions les cartes et ensuite les gens allaient faire la queue selon la couleur de la carte et nous appelions : « maintenant, les cartes vertes, maintenant les cartes jaunes, etc. ». Je me souviens d'une fois où il y a eu une confrontation avec le Gouvernement qui nous a demandé d'arrêter la distribution de nourriture.

- **Intervenant 3** (en anglais) : 3 août 2015.

- **Intervenant 4** (en anglais) : Je ne me rappelle pas la date. Il y avait une voiture de l'armée pleine de nourriture faite par l'armée, avec la croix rouge, et quelques policiers. Et ils ont essayé pendant deux jours, et ils ont pas réussi, ils sont partis, et ils nous ont demandé de continuer ce qu'on faisait.

- **Voix off 2** : La plupart des associations rencontrées ont peu, voire pas de relations avec les autorités grecques ou avec les responsables du camp, et donc pas d'accès aux personnes qui sont enfermées. Irine, de l'association Glocal Roots à Kos nous explique.

- **Irine** (en anglais) : Nous n'avons pas de relations avec le responsable du camp ou même personne dans le camp. C'est très difficile d'avoir des entretiens. A chaque fois que nous avons demandé, ça n'a pas abouti.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Comment ça, vous n'avez pas obtenu de réponse, ou la personne a répondu par exemple « j'ai pas le temps » ... ?

- **Irine** (en anglais) : Non, nous lui avons parlé [au responsable de camp], il avait l'air enthousiaste pour le projet que nous voulions réaliser. On nous avait dit qu'on nous rappellerait, mais rien n'est venu. Entre temps, nous avons changé de projets et nous avons choisi d'agir de manière indépendante.

- **Voix off 2** : Les militants de Kos solidarité ont vu les relations entre les locaux et les réfugiés évoluer au fur et à mesure de la crise. De ce point de vue, l'installation d'un campement dans le parc du centre-ville de Kos a été un événement marquant.

- **Intervenant 4** (en anglais) : La jungle est près du commissariat. Ils ont demandé au maire s'il pouvait faire construire des toilettes reliées au réseau d'égouts municipal. Ils lui ont aussi demandé d'ouvrir des toilettes publiques pour les réfugié-es et demandé des personnes qui nettoieraient ces endroits. Le maire a refusé. Alors les gens allaient dans les parcs. C'était le désordre et ça sentait mauvais. Cela a alimenté le racisme. Les gens disaient alors qu'ils mettaient le désordre et qu'ils étaient sales. Après ça, la Croix rouge a fait installer des toilettes chimiques.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Et donc vous diriez qu'en 2018 l'ambiance a commencé à changer ?

- **Intervenant 3** (en anglais) : Oui, beaucoup. J'ai vu le changement avec la population locale. Avec mon boulot, je travaille avec des locaux et je discute avec eux. Ils expliquaient : « quand je vais prendre mon bus, il n'y a que des gens noirs, comment je peux envoyer mon enfant prendre ce bus ? Avec des gens noirs, bizarres ? ». Enfin des étrangers parce que, je le rappelle, l'île était surpeuplée, on créait des camps pour sauver les gens et les habitants de l'île mais au final il y avait de plus en plus de monde... Je pense qu'ils avaient peur pour le tourisme.

- **Intervenant 4** (en anglais) : D'un autre côté, les gens peuvent se faire de l'argent avec les réfugiés.

- **Voix off 2** : Avant de venir sur l'île de Kos, Irine, de l'association Glocal Roots, a travaillé sur l'île de Lesbos. Elle nous fait part de son expérience.

- **Irine** (en anglais) : Je suis arrivée en juin 2019 à Lesbos. Je ne me souviens plus du nombre exact de la population à ce moment, je dirais 8000, et on est passés à 20 000 personnes. Voir tout cela était complètement fou. Dans la population locale, certains nous soutenaient et certains non. Mais je peux imaginer, ce n'est facile pour personne. C'était un désastre absolu, il y avait des incendies et des bagarres tous les jours. A un moment, il y avait juste trop de monde. Comment pouvez-vous réussir quoi que ce soit avec autant de monde...

Pour Samos, je n'y suis restée qu'un mois, c'était pendant l'hiver, et oui, c'était aussi un défi parce que pour autant que je sache, tout le monde est dans des tentes. Le paysage, c'est quelque chose que je peux comparer à rien d'autre. À Samos, les tentes montent une colline très raide, donc chaque fois qu'il pleut, il y a de la boue, de l'eau, les gens glissent. À Lesbos aussi, il y a des inondations. Mais à Samos, j'ai remarqué que c'était bien pire. Il y a toujours moins d'organisations à Samos qui apportent leur soutien. C'était différent. Et on pouvait le sentir aussi parce que le camp était situé si près de la ville, et on peut remarquer une différence de cette façon. Mais d'une certaine manière, c'était aussi agréable car tout était plus accessible.

Pour Kos, j'y étais avec une autre organisation, il y avait peut être 4 000 personnes dans le camp. Le parking était rempli de tentes. A un moment la population a baissé et tout le monde a fini à l'intérieur du camp. En soi c'est mieux, mais en même temps tout ça est privé... A Kos, c'est différent parce que c'est une île touristique alors on sent qu'ils veulent juste balayer le problème. Le camp est à Pili, c'est au milieu de l'île et au milieu de nulle part. Ils font en sorte de cacher le problème puisque leur île dépend du tourisme.

- **Voix off 2** : Sur l'île de Leros, nous avons rencontré Catharina et Nikos de l'ONG ECHO 100PLUS. En 2015, lorsque la crise de l'accueil éclate, ECHO100PLUS se lance dans le projet. Cependant, ils n'ont pas voulu candidater pour travailler dans le camp de Leros. Ils racontent comment l'île s'est divisée au regard de l'accueil des exilé-es.

- **Catharina** (en anglais) : "Bienveillants" serait un grand mot ... Mais je dirais que, de manière générale, dans ces îles, les personnes étaient compréhensives au regard de l'immigration. Dans ces îles, il y a beaucoup de gens issus de famille arrivés d'Asie mineure dans les années 20, donc ils

ont une grand-mère qui était réfugiée, enfin je veux dire, les Grecs sont des migrants. Tout le monde a un oncle en Amérique, en Australie ... Ils sont donc habitués. De manière générale, ils étaient donc accueillants. Au début en tout cas, tout le monde offrait de l'aide. Il y avait une petite minorité qui était contre les réfugiés. Nous avons eu quelques incidents avec des locaux qui étaient contre les réfugiés, mais c'était une minorité. Mais maintenant, cela fait longtemps que ça dure et les gens en ont marre. Ils n'aiment pas l'idée d'avoir une prison sur l'île, et qu'il y ait des gens qui souffrent là-bas. C'est horrible.

- **Voix off 2** : Avant même d'arriver sur les îles, les exilés sont confrontés à des refoulements vers les côtes turques. Cette pratique illégale est orchestrée par les garde-côtes grecs avec la complicité de Frontex, l'agence européenne de garde-frontières.

Dans l'épisode n°5, nous entendrons les témoignages de personnes victimes de multiples refoulements.

« Les camps d'enfermement sur les îles de Kos et Leros en Grèce » un podcast en 7 épisodes du réseau Migreurop et du Gisti réalisé avec le studio radio de la Parole errante. Vous pouvez écouter les épisodes, avec des sous-titres sur les sites migreurop.org et gisti.org.